

11.10.2015 09:25 bsf025 3 POL PAR ELE ESU Dépêche individuelle Eclairage suf ats/zd br bo ch
Berne

Fédérales 2015: Et si on tirait au sort nos représentants?

par Diane Zinsel, ats

(ats) Tirer au sort le Conseil national au lieu de l'élire: c'est le but de l'initiative populaire "Génération nomination" qui sera lancée en avril prochain. A quelques jours des élections fédérales, la proposition, jugée tour à tour anti-démocratique ou innovante, entraîne d'autres idées de changement du système politique suisse.

"Tout le temps passé à mener campagne en vue d'une élection ne l'est pas à oeuvrer pour le pays. Et le Conseil national n'est de plus pas représentatif de la population", affirme Charly Pache, à l'origine du texte. "Les parlementaires sont surtout des hommes dans la cinquantaine, qui ont gradé dans l'armée, étudié le droit ou l'économie".

Le hasard serait donc le moyen de pallier cette imperfection. La représentation des différents points de vue existant dans la société est nécessaire, rappelle Yves Sintomer, professeur de sciences politiques à l'Université de Lausanne.

Une personne qui est passée par la case chômage n'aura pas la même sensibilité sur le sujet que quelqu'un ayant pu y échapper, illustre l'auteur de la "Petite histoire de l'expérimentation démocratique: Tirage au sort et politique d'Athènes à nos jours".

Et puis, ajoute Charly Pache, "ce n'est pas comme si le citoyen pouvait véritablement choisir un candidat". L'initiant souligne qu'un élu est sorti d'une liste, présélectionnée par un parti. Les personnes qui n'ont ni les moyens ni l'envie de gravir les échelons d'un groupe politique n'y figureront jamais, précise-t-il.

Représenter des valeurs

Pour Andreas Gross, conseiller national socialiste sur le départ qui arpente le Palais fédéral depuis 1991, l'initiative oublie que le parlementaire ne se représente pas lui-même, mais tous les citoyens avec les mêmes intérêts, valeurs, visions de la société. Rayer les partis de la Chambre du peuple équivaut à nier qu'ils rassemblent justement les citoyens aux mêmes affinités.

Sans compter que l'implication en politique nécessite "intérêt et dévotion à l'encontre de la société et des humains", soutient l'élu. De tels profils ne peuvent être sortis d'un chapeau. Pour une meilleure représentativité, le socialiste compte plutôt sur l'instauration nationale du système biproportionnel, dit de Pukelsheim, pour que chaque voix ait le même poids et favoriser les petits partis.

Devenir compétent

La proposition de Charly Pache vise, elle, à rendre la prise de décision indépendante d'une ligne idéologique ou d'un plan de carrière. "Les connivences seraient beaucoup plus difficiles à mettre en place, vu la durée limitée du mandat", souligne l'initiant. Les sélectionnés seraient guidés par leur bon sens et des conseils de spécialistes.

"Au contraire, ils se sentiraient seuls et désemparés", rétorque Andreas Gross. Selon lui, être parlementaire nécessite de nombreuses compétences qui s'acquièrent sur plusieurs années. D'où l'importance d'avoir fait ses classes dans un parti. L'initiative prévoit bien un an de formation avant de siéger. Mais "ce n'est pas suffisant pour rattraper ce bagage et le mettre en pratique".

Et le socialiste d'ajouter que ce manque d'expérience ferait la joie des lobbyistes, instigateurs et représentants de l'administration, qui seraient les seuls spécialistes. Un problème déjà présent, selon Charly Pache: "Un sénateur fraîchement élu n'est pas compétent dans les domaines abordés, il le devient au fil des sessions, tout comme le deviendrait le tiré au sort".

Miliciens avant tout

Le hasard permettrait aussi d'éviter que la professionnalisation grandissante des élus ne les détourne du rôle

historique qui leur incombe: celui de miliciens.

Si Jacques-Simon Eggly, ancien conseiller national libéral, convient de ce dernier point, il mise plutôt sur une augmentation de l'aide aux parlementaires pour freiner cette tendance. "Les objets sont trop nombreux pour une seule personne", relève celui qui rêve que la présence d'un assistant soit systématique et renforcée.

Anti-démocratique

Entrevoir la possibilité de siéger pourrait être l'antidote à la perte de l'intérêt pour une certaine politique, remarque Dimitri Courant, qui écrit une thèse sur le tirage au sort à l'Université de Lausanne. Beaucoup se détournent de la politique en raison d'un manque de transparence mais "le désir démocratique des gens est grand", insiste le jeune politologue.

L'argumentation ne séduit pas les deux politiciens pour qui l'initiative est justement "contraire à l'esprit démocratique". Etre actif en politique signifie faire des choix entre plusieurs projets au terme d'une discussion étoffée, font-ils valoir. Tel est le rôle des débats d'idées politique avant les élections: "permettre à la société de mieux reconnaître ses défaillances et les défis auxquels elle doit faire face", complète Andreas Gross.

Innover

Tirer au sort pourrait pourtant "donner une nouvelle force à la politique, force que les partis n'arriveront pas à insuffler seuls", insiste Yves Sintomer. Certes, en regard d'autres pays, la Suisse est bien lotie, pourtant "le consensus n'y est plus aussi fort et elle pourrait choisir d'innover, comme elle l'a si souvent fait en politique", conclut le politologue.

Note: Encadré suit.